

Le pacte d'excellence en ligne de mire

L'ASBL 1Pact a sensibilisé parents et élèves samedi, dans six villes de Wallonie dont Bastogne. Objectif : informer le plus de monde.

• **Jordane MEYER**

Samedi, six villes de Wallonie étaient ciblées par l'ASBL 1Pact, qui regroupe professeurs et parents, soit une centaine de membres effectifs. Des enseignants étaient dès lors présents à Bruxelles, Charleroi, Mons, Liège, Namur, et Bastogne.

« Pour de meilleures écoles et une meilleure écoute »

L'objectif : sensibiliser les parents et leurs enfants au pacte d'excellence, qui, selon eux, présente de nombreuses lacunes

1. L'absence de consultations des acteurs de terrain. En effet, les enseignants souhaitent que les professeurs soient plus sensibilisés sur le pacte d'excellence et qu'il y ait des journées pédagogiques qui auraient cet effet, et qui pourraient aussi vulgariser certains termes de ce pacte qui fait 328 pages. « On n'a pas touché les bons acteurs, mais plus des syndicats et associations qui ne représentent pas nécessairement tout le monde », explique Diane Teuwen, enseignante et membre de l'ASBL 1Pact.

2. Les grilles horaires. Une mesure qui semble prématurée pour les professeurs. « Qui dit mise en place des grilles horaires dit mise en œuvre du tronc commun. Nous avons de gros doutes face à ce tronc commun tel qu'il est conçu. La présentation de ces grilles ne nous satisfait pas, les élèves doivent pouvoir choisir s'ils veulent aller en technique et professionnel plus tôt », ajoute Béatrice Laloux, elle aussi enseignante.

En effet, dans l'optique de réduire les inégalités et d'offrir à tous les mêmes chances, le Pacte vise à mettre en place à partir de 2020, pour les enfants qui seront à ce moment-là entre la 1^{re} maternelle et la 2^e primaire, un tronc commun allongé qui s'étendra jusqu'à la 3^e secondaire. L'orientation se fera dès lors à partir de 15 ans minimum.

3. Les plans de pilotage. C'est quelque chose de plus technique mais qui concerne l'obligation pour les établissements scolaires d'établir les objectifs attendus. Les écoles vont devoir s'engager à respecter ceux-ci. Après deux ans, il y aura une évaluation et si le document n'est pas correctement suivi, il y aura des inspections. « C'est un poids qui pèse sur nous. Qu'en sera-t-il des enseignants qui auront des échecs dans leur classe ? Seront-ils sanctionnés ? C'est aussi ça, ce que l'on reproche au pacte d'excellence. Nous sommes beaucoup dans le flou », ajoute Béatrice Laloux.

4. L'absence d'évaluation des réformes déjà mises en place. Ce que les enseignants déplorent, c'est le passage automatique de la première à la deuxième secondaire entrée en vigueur il y a quelques années. « Avec le Pacte, cela veut dire que les élèves ne sont évalués qu'à la fin de la troisième secondaire, reprend Diane Teuwen. Ce passage est extrêmement difficile. Que l'élève soit en échec ou non, il passe son année. Il y a déjà une portion d'élèves qui part moins avantagée. Ajoutez à cela que tous les milieux familiaux ne sont pas les mêmes, on arrivera vite à tout ce qui est contraire au pacte d'excellence. Nous voulons de meilleures écoles et une meilleure écoute ».

Les partis politiques interpellés

Les membres de l'ASBL ont rencontré le président du cdH Benoît Lutgen. « C'est très difficile pour nous d'adhérer à quelque chose avec autant de zones d'ombre, explique Béatrice Laloux. Benoît Lutgen en est conscient. Il nous a proposé de nous revoir pour aborder le sujet en long et en large. Il est attentif à notre ressenti. Maintenant, de là à dire qu'il va mettre des choses en place d'ici la fin de l'année pour que les enseignants puissent se prononcer, nous avons des doutes ». Il n'y a pas que le cdH qui a été interpellé par l'ASBL. Les autres partis ont également tendu l'oreille, de même que dans les autres villes de Wallonie où l'action a eu lieu. ■